

l'UQAM

Les programmes d'économie passent aux sciences humaines

Le conseil d'administration s'est prononcé au cours de sa réunion de lundi dernier en faveur du rattachement du module d'économie (comprenant le programme de baccalauréat et le programme de certificat) à la famille des sciences humaines.

Ce faisant, le conseil entérine — à l'unanimité — la recommandation adoptée par la commission des études lors d'une réunion spéciale, le 26 janvier. Réunion où les différentes parties concernées ont pu s'exprimer. Le doyen du premier cycle, Mme Claire McNicoll-Robert, a rappelé à l'assemblée le résultat de la consultation menée auprès des étudiants et fait état de la plus récente consultation auprès des conseils de module et de certificat. Après quoi, elle a proposé un projet de résolution qui a rallié la majorité des membres de la CE (1 abstention).

La commission des études mandate le doyen de la gestion

des ressources pour faire les démarches nécessaires auprès de la Direction générale du nouveau campus afin d'assurer au module d'économie l'espace nécessaire à son installation avec la famille des sciences humaines lors de l'emménagement à l'été 1979.

Ce transfert, des sciences administratives et économiques aux sciences humaines, ne laisse pas ces dernières indifférentes. Le comité de coordination de la famille s'est prononcé à ce sujet à la mi-janvier. Prenant en considération les divers avis, recommandations et résolutions, tant de son secteur qu'émanant du Comité d'études sur les sciences économiques et de la commission des études, le comité de coordination accepte le transfert du module de sciences économiques à la famille des sciences humaines. A condition que les ressources supplémentaires adéquates en termes d'espaces et de personnel lui soient allouées. H.S.

Couple et sexualité

Le département de sexologie s'apprête à mener une recherche sur le couple et la sexualité. MM Claude Crépault et Marcel Couture, qui en assurent la direction, comptent rejoindre 2 000 personnes de diverses régions géographiques et d'environnements éducatifs variés.

«Nous voulons, précise M. Couture, étudier les attitudes sexuelles globales des Québécois, cerner les composantes sexuelles des couples et voir jusqu'à quel point chez eux la sexualité est une dimension du comportement humain suffisamment investie.»

L'instrument de mesure: un questionnaire d'une trentaine de

pages, élaboré par MM Crépault et Couture, à partir des données significatives recueillies lors de travaux antérieurs. Le département invite tous les hommes et toutes les femmes qui cohabitent depuis au moins un an, et qui sont désireux de nourrir la banque de données, à s'adresser au département de sexologie, pavillon Read, 420 ouest, rue de la Gauchetière, local 9330. Les participants ne s'engagent qu'à remplir le questionnaire et à le retourner au département par la suite. «Aucune entrevue n'est exigée, note M. Couture, et les volontaires ne sont absolument

[la suite en page 2]

Les choix sont faits

Résultats de l'Opération Désignation

Les deux pavillons du nouveau campus porteront les noms de Judith Jasmin et d'Hubert Aquin. C'est un choix qui s'est clairement exprimé lors d'une consultation baptisée «Opération Désignation» qui s'est déroulée du 17 au 24 janvier dernier.

Deux autres noms ressortent

de la consultation à laquelle ont participé 974 étudiants, professeurs, employés, cadres: Marie Gérin-Lajoie et Alfred Laliberté. On désignera en leur honneur l'auditorium et le petit théâtre.

Le comité de toponymie présidé par M. Jean-Claude Robert, directeur du département d'his-

toire, avait recommandé au conseil d'administration d'adopter les noms choisis par le biais de la consultation. Ce qu'il a fait lors de sa réunion du 30 janvier. Le conseil ne s'est pas prononcé, par ailleurs, sur l'appellation de la Place centrale du nouveau campus. M. Robert explique pourquoi: «Etant donné le nombre des suggestions pour la grande place — près de 1 800 — la compilation et la sélection prendront un certain temps. Il est probable que le comité retiendra une dizaine de noms qu'il acheminera au conseil d'administration. Cette recommandation sera rendue publique.»

Les noms choisis par les participants pour les deux pavillons et les deux salles figuraient sur des listes pré-sélectionnées par le comité de toponymie qui comptaient en tout 13 noms (femmes et hommes). Les résultats se lisent comme suit:

Judith Jasmin	470
Marie Gérin-Lajoie	355
Irène Sénecal	262
Marcelle Gauvreau	204
Laure Gaudreault	185

Hubert Aquin	374
Alfred Laliberté	288
Albert Dumouchel	238
Marius Barbeau	186
Jacques Rousseau	138
Léon Gérin	102
Guillaume Couture	85
Errol Bouchette	33

Des noms n'apparaissant pas sur les listes ont retenu tout particulièrement l'attention des participants à la consultation: Paul-Emile Borduas (30 voix), Emile Nelligan (15 voix), Denyse Pelletier (12 voix), Bernard Mergier (11 voix).

M. Jean-Claude Robert note à ce propos que le comité constituera une banque de noms à la disposition de l'institution et pouvant servir à désigner de futurs lieux ou locaux du campus (phase I et II).

M. Robert souligne, d'autre part, que le comité a constaté l'absence d'une politique générale de toponymie à l'UQAM, ce qui a provoqué une certaine anarchie et nous a donné des noms comme «pavillon Read» et «pavillon Phillips», qui ne collent pas du tout à notre réalité.

«Nous souhaitons donc, dit-il, voir se développer un projet de politique cadre en matière de toponymie. L'Opération Désignation a marqué un pas dans cette voie. Nous sommes conscients que cette opération ne fut pas sans failles; on nous en a déjà signalé quelques-unes, et avec raison. Il faudra en tenir compte à l'avenir. C'était la première fois qu'il se faisait quelque chose du genre à l'UQAM; l'expérience demeure, tout compte fait, très positive.»

H.S.



Une vue du pavillon, à l'intersection du boulevard de Maisonneuve et de la rue Berri.

Pavillon Hubert Aquin



La façade du pavillon donnant sur le boulevard Dorchester, entre les rues Saint-Denis et Berri.

Services à la collectivité: le comité démarre

Dans la foulée des Sages, retombée du rapport intitulé «Pour une démocratie universitaire», le Comité des services à la collectivité démarre avec l'année nouvelle. Six mois se sont écoulés entre la constitution de ce comité par la commission des études (C.E.) en juin dernier, et sa mise en route. Pourquoi?

Pierre Gladu, directeur du Service de l'éducation permanente, préside ce groupe de travail. Il explique: «Chacun des organismes pressentis a préféré déléguer un représentant dûment mandaté plutôt qu'un individu-observateur. Cela impliquait des consultations auprès de leurs instances et des discussions sur le mandat à lui confier. Bref, du temps.»

A son avis, cette décision des groupes populaires et syndicaux

est d'une grande importance; de ce fait, leurs droits à l'accessibilité aux ressources universitaires se trouvent consacrés: pour la première fois, une université les invite à participer, officiellement, à l'élaboration d'une politique institutionnelle axée sur leurs besoins et leurs priorités.

Car tel est le sens du mandat confié au comité des services à la collectivité: préciser la définition institutionnelle de ce concept, les modes d'intervention de l'UQAM dans le champ de la promotion collective et culturelle, identifier les clientèles-cibles, étudier les inter-relations et l'intégration de cette mission aux fonctions traditionnelles d'enseignement et de recherche, proposer une structure appropriée pour en assurer le développement et

les modes de financement, formuler des recommandations à la C.E.»

La composition du groupe de travail est paritaire: huit délégués des groupes ou organismes extérieurs et huit personnes de l'UQAM, dont six professeurs, soit un représentant par secteur. Parmi les groupes qui ont accepté l'invitation du SEP, citons: Centraide Montréal, la CSN, l'Institut canadien d'éducation aux adultes, les Habitations communautaires du centre-sud, la Fédération des femmes du Québec, la FTQ, l'Union régionale de Montréal des Caisses Populaires Desjardins.

Pierre Gladu justifie ce choix: «Nous avons tenté de rejoindre

[la suite en page 2]



M. Pierre Gladu

Informations additionnelles en page 2

Les choix sont faits

Notes biographiques

Voici quelques notes biographiques sur les quatre personnes dont les noms ont recueilli le plus de suffrages au cours de l'Opération Désignation.

Hubert AQUIN (1929-1977)

Journaliste et romancier. Il fut brièvement, en 1969, directeur du département d'études littéraires à l'UQAM, puis professeur et enfin, chargé de cours jusqu'au moment de sa mort. Surtout connu pour ses quatre romans: *Prochain Episode* (1965), *Trou de mémoire* (1968), *L'Antiphonaire* (1969), *Neige noire* (1974), Hubert Aquin a été l'un des co-fondateurs de la revue *«Liberté»*.

Alfred LALIBERTE (1878-1953)

Peintre et sculpteur, professeur à l'Ecole des Beaux-Arts de Montréal. Il a laissé près de mille sculptures, dont le monument à Dollard au Parc Lafontaine et le monument aux Patriotes au Pied-du-Courant. Né dans la région des Bois-Francs, Alfred Laliberté s'est plus tard installé au cœur du Montréal francophone, rue Sainte-Famille, où son atelier servit de refuge à de nombreux artistes.

Judith JASMIN (1916-1972)

Comédienne, réalisatrice et reporter à Radio-Canada, récipiendaire du prix Olivier Asselin. Elle fut l'une des premières femmes au Québec à s'illustrer dans le journalisme politique et dans le milieu de la presse électronique. En 1960, elle devint correspondante de Radio-Canada aux Nations-Unies à New-York, mais c'est en tant que comédienne qu'elle fit ses débuts à la radio d'Etat dans la célèbre continuité *«La Pension Velder»* de Robert Choquette.

Marie GERIN-LAJOIE (1867-1945)

Personnage dominant dans la lutte pour l'égalité des droits des femmes au Québec, particulièrement dans les domaines de

l'éducation, des droits civils et politiques, de l'accès aux professions libérales et de l'accès au marché du travail. Elle fut co-fondatrice de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste en 1907 et en assura la présidence de 1913 à 1933. Fille d'un éminent avocat, Sir Alexandre Lacoste, elle a elle-même rédigé en 1903 un «Traité des droits usuels» à l'intention de la jeunesse des écoles et des femmes. Sa fille Marie, fondatrice de la Congrégation des soeurs Notre-Dame-du-Bon-Conseil, a suivi ses traces dans l'action sociale.



Le recteur, M. Claude Pichette [à droite] a tiré le nom du gagnant de la bourse de \$500 offerte aux participants à l'Opération Désignation, en présence de M. Jean-Claude Robert, président du comité de toponymie, au Centre d'accueil, mardi dernier. Le gagnant est M. Pierre Tremblay, étudiant au bacc. en administration.

L'évaluation des enseignements au module d'arts plastiques

Depuis quelques semaines, d'énormes pancartes attirent l'oeil dans le couloir du pavillon des Arts I: on peut y lire certains résultats de l'évaluation des enseignements de la session dernière.

Claude Bouffard et Mireille Levert, étudiantes de 3e au module d'arts plastiques, l'une membre du conseil de module, l'autre pas, se sont particulièrement occupées de cette question depuis les dernières années. Ce sont elles qui ont eu l'idée de rendre publiques les évaluations.

«Il a fallu obtenir la permission des professeurs concernés, disent-elles. Encore que nous n'affichions que les réponses informatisées à une seule question. Sur 80 professeurs, 28 ont accepté, 12 ont refusé, les autres n'ont pas répondu à notre demande. Par négligence sans doute mais c'est quand même grave.»

Ceux qui s'y opposaient alléguent soit la confidentialité, soit le fait que l'évaluation ne doit pas être consultée avant la notation. D'autres craignaient, puisque l'affichage coïncidait avec la période d'inscriptions, qu'elle ne constitue qu'une vente à rabais de certains cours ou au contraire une surenchère.

Aidées de M. Marcel Bransstein, professeur adjoint à la direction du module et d'un bon nombre d'étudiants très impliqués dans la vie modulaire, Miles Bouffard et Levert ont pris en main toutes les opérations de l'évaluation: la fabrication d'un questionnaire, sa distribution, sa compilation informatique, son classement, sans oublier l'information auprès des étudiants.

«Nous avons visité tous les groupes-cours pour sensibiliser les étudiants à la nécessité de l'évaluation des enseignements, clarifier les concepts, donner les renseignements techniques, note Mireille Levert. Les étudiants de 1re année sont un peu réticents mais les autres y tiennent beau-



Miles Mireille Levert et Claude Bouffard

coup. Ils ont d'ailleurs répondu à 80%. C'est qu'ils ont déjà vu des changements, des progrès dans les enseignements grâce aux évaluations.»

Travail administratif considérable auquel la famille n'a pas hésité à attacher un petit cachet d'occasionnelles. «Ca, c'est important à savoir, insiste Claude Bouffard. Si c'était connu, les étudiants seraient peut-être plus portés à y mettre de leur temps. On paye bien les étudiants qui apportent une aide technique aux admissions et aux inscriptions!»

Assurant la continuité, le comité de l'évaluation prévoit pour la session présente restructurer le questionnaire, étaler la période d'évaluation sur deux semaines pour rejoindre le plus de monde possible, poursuivre l'affichage des résultats en simplifiant la présentation et du même coup la lecture, et promouvoir un type d'évaluation parallèle et complémentaire: sur place, de vive voix, entre étudiants d'abord, avec le professeur concerné ensuite.

Pour la directrice du module, Mme Andrée Beaulieu-Green, sans la participation étroite des étudiants, le module ne serait qu'une bien morne réalité admi-

nistrative. Et elle ajoute, tout en vantant la qualité de l'implication des étudiants: «Cela dément les préjugés que certaines gens de l'Université ont quant au monde des arts. Nous sommes parfaitement capables d'un travail rigoureux, logique, structuré. Nous pouvons penser et écrire. Nous ne sommes ni brouillons, ni bouffons, ni irresponsables.»

Mireille Levert et Claude Bouffard acquiescent joyeusement. Pour elles, voilà un coup de hache de plus dans le grand œuvre de démythification des artistes.

Denise Neveu

Calendrier universitaire

1er mars 1979

Date limite pour la soumission d'une demande d'admission (et de changement de programme) aux études de premier cycle à temps complet pour la session d'automne 1979 et pour la session d'été 1979.

1er mars 1979

Date limite pour la soumission d'une demande d'admission (et de changement de programme) aux études de premier cycle à temps partiel pour la session d'été 1979.

1er mars 1979

Date limite pour la soumission d'une demande d'admission aux études de deuxième et troisième cycles pour la session d'été 1979.

1er mars 1979

Date limite pour la soumission d'une demande d'admission (et de changement de programme) à temps partiel aux programmes contingents de premier cycle pour la session d'automne 1979.

26 et 27 mars 1979

Inscriptions: (été 1979)
Famille des Lettres
Famille des Sciences
Famille des Sciences économiques et administratives
Famille des Sciences humaines
Deuxième et troisième cycles

28 et 29 mars 1979

Inscription: (été 1979)
Famille des Arts
Famille de la Formation des maîtres
Maîtrise en éducation
Maîtrise en arts plastiques
Maîtrise en études des arts

L'équipe de rédaction a l'entièr responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

l'UQAM

volume V, numéro 17

5 février 1979

publié par:
section information
Université du Québec à Montréal
1199 rue de Bleury, Montréal
téléphone: 282-7040

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Denise Neveu, Hélène Sabourin
photos: service de l'audiovisuel
Dépot légal: premier semestre 1979
Bibliothèque nationale du Québec

Services à la collectivité... [suite de la page 1]

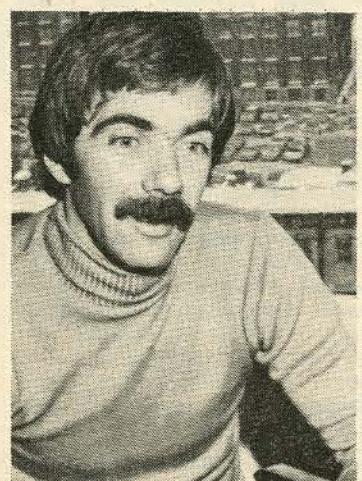
une variété de groupes oeuvrant dans des domaines connexes aux grands axes de développement de l'UQAM. Ceci, afin de les mettre en relation avec leurs vis-à-vis universitaires; cette concordance entre leurs besoins et nos ressources s'imposait. De même, du côté professoral, les personnes approchées ont une certaine

expérience de travail avec les groupes populaires et servent d'intermédiaire avec leur secteur respectif: Diane Bellemare, Guy Boulet, Yves Lefebvre, Donna Mergler, Yves Vaillancourt. Viennent compléter l'équipe: Jacques Lamothe, du Service d'animation culturelle et Michel Pichette, coordonnateur au SEP et auteur

Fondations et organismes subventionnaires

La nouvelle édition du Répertoire canadien des fondations et organismes subventionnaires est maintenant disponible, au prix de \$20, à l'Association des universités et collèges du Canada, 151

rue Slater, Ottawa, Ont. K1P 5N1. Il contient une liste de 325 fondations canadiennes de même que des renseignements détaillés sur les fondations étrangères.



M. Marcel Couture

Couple et sexualité... [suite de la page 1]

pas tenus d'identifier leur questionnaire.»

Cette recherche fait suite, en quelque sorte, à celles menées en 76 et 77 sur l'imaginaire érotique des femmes et des hommes, défini comme la faculté de se représenter mentalement des désirs érotiques par l'entremise de fantasmes conscients. De moindre envergure (l'une portant sur 66 femmes, l'autre sur 94 hommes), ces études ont tout de même permis de poser quelques jalons sur cet aspect de la sexualité humaine jusqu'ici fort mal connu même de la sexologie scientifique.

Les résultats de la recherche

de l'essai théorique sur la mission de services à la collectivité: «L'Université, pour qui?». Deux autres personnes se greftent au Comité.

A ce jour, celui-ci a tenu deux réunions parallèles: l'une avec les enseignants, l'autre avec les délégués des groupes populaires. Rencontres d'information, de sensibilisation, de «brassage d'idées», déclare Pierre Gladu: «Le SEP a développé, depuis trois ou quatre ans, toute une problématique autour de la mission de services à la collectivité. Nous avons déjà une certaine vision, une «infrastructure théorique» dans ce domaine, qui résulte d'un

cheminement inconnu de la plupart des membres du comité. Ces échanges préalables nous permettront de parler tous le même langage.»

Première constatation qui en découle: les groupes représentés semblent heureux de participer aux travaux du comité. Cependant, ils préféreraient manifestement passer à l'action, avoir déjà des sommes à leur disposition, procéder à des choix de projets plutôt qu'à la définition d'une politique institutionnelle. «Or, comment concevoir pareille politique sans la collaboration des principaux intéressés?»

Le mandat du Comité prendra fin en juin. D'ici là, ses membres tâcheront de formuler des recommandations à l'intention de la C.E. Que peut-il en résulter? Pierre Gladu: «Peut-être franchirons-nous une étape importante vers une véritable démocratisation de l'UQAM, vers la réalisation d'un des objectifs qui a présidé à sa création; peut-être assisterons-nous à une meilleure distribution du savoir, à une utilisation plus équitable des connaissances existantes; et par effet de retour, à un renouveau des problématiques d'enseignement et de recherches universitaires. Au fond, tout dépendra de la place que l'on fera à cette nouvelle mission au sein de l'UQAM.»

C.G.